

La fausse droite face à la PMA sans père

Article rédigé par *Liberté politique*, le 22 septembre 2017

Marlène Schiappa, l'inénarrable secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, a annoncé la semaine dernière que la PMA sans père (rejetée, excusez du peu !, par 77 % des Français) serait proposée lors de la révision des lois de bioéthique, début 2018.

Depuis, elle s'est fait tacler à plusieurs reprises. L'Élysée a précisé que cela ne la regardait pas et le ministre de l'Intérieur a ajouté qu'il y avait d'autres priorités, en particulier de vaincre le chômage de masse. Mais ces couacs à répétition ne changent rien au fond de l'annonce: il est donc vraisemblable que le gouvernement s'apprête, une nouvelle fois, à diviser la société dans les prochains mois, pour masquer l'inefficacité de ses réformes économiques.

Curieusement, nous n'avons pas beaucoup entendu sur le sujet les supposés « responsables » LR, les Juppé ou les NKM, qui nous expliquaient naguère que, bien entendu, ils s'opposeraient à la PMA et à la GPA, mais que la loi Taubira était derrière nous et qu'il fallait « tourner la page ».

La réalité est bien connue de ceux qui ont un peu travaillé la question. Il n'y a que deux façons de bloquer le développement d'un « droit à l'enfant » (qui viole nos textes constitutionnels comme bon nombre de traités que nous avons signés, puisque, dans notre tradition juridique, la personne humaine ne peut pas être un simple moyen au service d'une autre personne) : sortir de la convention européenne des droits de l'homme ou abroger la loi Taubira.

Soit dit en passant, l'abrogation de la loi Taubira n'implique pas de « démarier » les couples qui en auraient profité, comme le répète à satiété M. Juppé. La Californie a changé 3 fois, au cours de ces dix dernières années, de loi matrimoniale, sans jamais « démarier » quiconque. Et, en France même, Bonaparte a abrogé la loi sur le divorce, sans imposer aux couples divorcés de reprendre la vie commune ! Ces politiciens nous prennent vraiment pour des analphabètes !

la question juridique n'est qu'un aspect de la question. Le plus important est la question politique. Or, politiquement, réclamer que la droite accepte dorénavant une loi que l'on disait encore mauvaise voici 3 ans, c'est d'abord se présenter comme une girouette.

Si nous ne pouvons pas faire confiance à ces politiciens sur des lois qui touchent à la nature humaine et qui, selon Mme Taubira elle-même, « changent la civilisation », comment pourrions-nous les croire quand ils nous annonceront une réforme fiscale ou du Code du travail ?

Je peux comprendre Mme Taubira, qui estimait que sa loi était bonne (manifestement, pour elle, cela signifiait surtout bonne pour détruire notre civilisation qu'elle honnissait, mais n'insistons pas !) ; mais je ne peux pas comprendre ceux qui nous expliquent qu'une loi mauvaise est devenue bonne, simplement parce qu'elle a été votée par une majorité parlementaire.

Ou alors, il faudra ne jamais revenir sur aucune loi de gauche. Mais, hélas, il est à craindre que ce soit exactement ce que ces prétendus « responsables » prétendent « de droite » ont en tête : la gauche marchant dans le sens de l'histoire, on peut éventuellement ralentir sa marche pour complaire à un électorat archaïque, mais on ne peut pas s'opposer à cette marche triomphale du « progressisme ».

Je crois, quant à moi, qu'il n'y a pas de sens de l'histoire et que l'histoire est ce qu'en font les hommes. Et je crois que, tant que la droite n'aura pas rejeté la tutelle morale de la gauche, elle pourra, de temps en temps, gagner les élections, mais elle n'en fera rien. Et, le plus souvent, elle perdra les élections, puisque ses électeurs seront incapables de voir ce qui différencie cette pseudo-droite de la vraie gauche !

Guillaume de Thieulloy